

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)****MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE**

(en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)

Acheteur public

ÉTAT – MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE NORD-EST (SID NE)

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur du SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE NORD-EST (SID NE)
1, rue du Maréchal Lyautey – CS 92005
57044 METZ Cedex 01

Représentant de la maîtrise d'ouvrage

Sous réserve de changement ultérieur par décision du représentant du pouvoir adjudicateur,

Monsieur le chef de la division investissement
Représenté par le chef du pôle conduite des opérations de Besançon

Objet du marché

Projet n°2024-PCO05-024

BESANCON (25) – Caserne JOFFRE – Quartier BRUN – Création d'atelier multi-techniques
Marché de réalisation d'études géotechniques au sens de la NFP 94-500

ANNEXES :

- 1/ Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.
- 2/ Modèle de CPR – contrôle primaire
- 3/ Dossier de plans

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Décomposition de la mission en parties techniques	4
1.3 Prestations intéressant les Armées.....	4
1.4 Intervenants	6
1.4.1 Le maître d'ouvrage.....	6
1.4.2 Le titulaire – Contractant unique.....	6
1.4.3 Sous-traitants.....	7
1.4.4 Inspection du travail compétente	7
1.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.	7
1.6 Protection de l'environnement.....	8
1.7 Forme des notifications et informations.....	8
1.7.1 Communication au titulaire.....	8
1.7.2 Communication du titulaire.....	8
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 3 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PARTIES TECHNIQUES.....	9
3.1 Localisation des bâtiments et périmètre des recherches et prestations.....	9
3.2 Descriptif des lieux - ouvrages nécessitant des études géotechniques	9
3.3 Visite préalable.....	10
3.4 Plan de prévention.....	10
ARTICLE 4 – PARTIE TECHNIQUE 1 :	10
ETUDE GEOTECHNIQUE - MISSION G1 SUIVANT LA NORME NFP 94-500	10
4.1 Objet de la mission.....	11
4.2 Phase 1 : Etude de site (ES)	12
4.3 Phase 2 : Principes généraux de construction (PGC).....	13
ARTICLE 5 – PARTIE TECHNIQUE 2 :	13
ETUDE GEOTECHNIQUE – ESSAIS D'INFILTRATION	13
ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	14
6.1 Obligation du maître d'ouvrage	14
6.2 Obligation du titulaire	15
6.3 Obligation du titulaire en matière d'indépendance :.....	15
6.4 Présentation du dispositif e-Attestations	15
6.5 Documents à produire	16
6.6 Présentation des documents	16
6.7 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage	16
6.8 Modifications	17
6.8.1 Modification en cours d'exécution.....	17
6.8.2 Clause de réexamen.....	17
ARTICLE 7 - DELAIS – PENALITES.....	17
7.1 Computation des délais	17
7.2 Prolongation du délai d'exécution.....	18
7.3 Pénalités	18
7.3.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents d'étude ou des avis.....	18
7.3.2 Pénalités pour non-respect de la protection des données personnelles.....	18
7.3.3 Pénalités pour absence aux réunions	18
ARTICLE 8 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS – REGLEMENT DES COMPTES.....	19

8.1	Contenu des prix – Mode d’évaluation des prestations.....	19
8.2	Règlement des prestations.....	19
8.2.1	<i>Demande de paiement.....</i>	19
8.2.2	<i>Suivi du service fait.....</i>	19
8.2.3	<i>Paieement.....</i>	20
8.2.4	<i>Paieement partiel définitif.....</i>	20
8.3	Solde.....	20
8.3.1	<i>Demande de paiement final.....</i>	20
8.3.2	<i>Demande général.....</i>	20
8.4	Modalités de facturation.....	20
8.5	Modalités d’actualisation.....	21
8.5.1	<i>Mois d’établissement du prix du marché.....</i>	21
8.5.2	<i>Actualisation du prix du marché de prestations intellectuelles.....</i>	21
8.5.3	<i>Actualisation provisoire.....</i>	21
8.6	Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	21
8.7	Délai global de paiement.....	22
8.8	Intérêts moratoires.....	22
8.9	Cession ou nantissement.....	22
8.10	Clauses de financement et de sûreté.....	22
8.10.1	<i>Retenue de garantie.....</i>	22
8.10.2	<i>Avance.....</i>	22
ARTICLE 9 - ASSURANCES.....		22
ARTICLE 10 - CONNAISSANCES ANTERIEURES - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....		23
10.1	Utilisation des connaissances antérieures.....	23
10.2	Utilisation des résultats.....	23
10.2.1	<i>Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.....</i>	23
10.2.2	<i>Mise en œuvre de la protection des droits moraux.....</i>	23
10.2.3	<i>Utilisation des connaissances antérieures.....</i>	23
ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET RESILIATION.....		24
11.1	Règlement amiable des différends.....	24
11.1.1	<i>Différend entre les parties.....</i>	24
11.1.2	<i>Saisine du comité consultatif de règlement amiable.....</i>	24
11.2	Résiliation du marché.....	24
11.2.1	<i>Non renouvellement ou perte de l’agrément du contrôleur technique.....</i>	24
11.2.2	<i>Résiliation sur décision du maître d’ouvrage.....</i>	24
11.2.3	<i>Résiliation sur demande du titulaire.....</i>	24
11.2.4	<i>Résiliation aux torts du titulaire.....</i>	24
11.2.5	<i>Résiliation du marché pour travail dissimulé.....</i>	25
11.2.6	<i>Arrêt de l’exécution des prestations après chaque partie technique.....</i>	25
11.3	Tribunal compétent en cas de litige.....	25
ARTICLE 12 – ADMISSION DES PRESTATIONS.....		25
ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG-PI.....		25

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché s'inscrit dans une opération globale au sein de la caserne JOFFRE et du quartier BRUN de Besançon dont l'objet porte sur la création de bâtiments d'ateliers et magasins multi techniques en lieu et place de la déconstruction de plusieurs bâtiments ainsi que la création de places de stationnement.

Ce marché de prestations intellectuelles a pour objet la réalisation d'études géotechniques de type G1 + G2 avec test d'infiltrations

L'exécution de ces missions se déroulera dans des bâtiments occupés et en activité.

1.2 Décomposition de la mission en parties techniques

Les prestations du présent marché sont scindées en deux (2) parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI 2021 définies ci-après.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI 2021, le point de départ du délai d'exécution des phases de conception débute à la date fixée par les ordres de service qui en prescriront le commencement.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI 2021, les parties techniques peuvent se chevaucher et le pouvoir adjudicateur peut décider l'arrêt d'une partie technique individuellement sans compromettre la réalisation des autres parties techniques et sans emporter résiliation du marché dans sa globalité. Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois prononcer la résiliation du marché si, pour chaque opération, des parties techniques seraient arrêtées de manière concomitante.

Partie technique	Eléments de missions
1	Etude géotechnique préalable G1
2	Tests d'infiltrations

1.3 Prestations intéressant les Armées

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG-PI.

1.3.1 Obligations de confidentialité

Toute personne ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission de contrôle technique et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études et travaux coordonnés.

Aussi, conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître de l'ouvrage.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion d'un contrôleur technique, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG-PI, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.3.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'ouvrage.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le maître d'ouvrage exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le site sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Il s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.3.3 Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire (CP) pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de CP en version numérique remplie, non signée, au format natif
- Demande de CP remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- Scan de la carte d'identité en version PDF

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de CP **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les CP seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribué de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au CP.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1.3.4 Contrôle des accès

Tous les personnels du titulaire devront être obligatoirement munis d'une carte d'identité ou du titre de travail pour les personnels étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

1.3.5 Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules sera établie et fournie par le titulaire au pôle de conduite d'opérations (PCO) en charge du suivi de ce présent marché au minimum un mois avant le début des prestations.

1.3.6 Mesures de sécurité

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans le document ci-après annexé au présent CCP :

- l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions des entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Par ailleurs, l'intervention sur le site fera l'objet d'une visite commune avec le chargé de prévention en charge des lieux et doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur. A ce titre, le titulaire rédigera un plan de prévention dès la notification du marché, plan qui sera soumis à l'approbation du chargé de prévention lors de la 1ère réunion sur site.

Enfin, il incombe au titulaire de se conformer au règlement de l'établissement et de déclarer toute introduction de matériel dont il reste propriétaire et qu'il sera amené à sortir de l'établissement à la fin de l'exécution du marché.

1.3.7 Marché sensible

Sans objet.

1.4 Intervenants

1.4.1 Le maître d'ouvrage

Le Directeur de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz (ou son délégataire), maître d'ouvrage est « l'acheteur » au sens de l'article 2 du CCAG-PI.

La personne habilitée à signer le marché est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer.

La conduite d'opération est assurée par : le Chef du pôle conduite d'opérations de Besançon. Le conducteur d'opération assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

Il donne au titulaire tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants. Les démarches ultérieures (telles que prise de rendez-vous, organisation des visites, etc.) sont à la charge du titulaire du présent marché.

1.4.2 Le titulaire – Contractant unique

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de « titulaire » ou « opérateur de repérage » dans les pièces du présent marché.

La(les) personne(s) qualifiée(s) intervenantes dans le cadre des missions de chaque partie seront désignées dans l'acte d'engagement dès la notification.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire (article 3.4.1 du CCAG-PI).

Lorsque des attestations ou qualifications sont requises pour l'exercice d'une mission, elles sont précisées dans chaque partie technique. A cet effet, elles pourront être vérifiées à tout moment par le donneur d'ordres ou toute personne ayant le besoin et le droit d'en connaître (CSPS, inspection du travail,..)

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui se trouvent nommément désignées dans l'acte d'engagement pour en assurer le contrôle.

Si cette (ces) personne(s) n'est (ne sont) plus en mesure de remplir sa (leur) mission, le titulaire doit en aviser sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG-PI pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au contractant de désigner au moins un suppléant et de faire figurer son nom dans l'acte d'engagement.

1.4.2.1 *Groupement*

Le groupement sera solidaire, comme précisé dans l'acte d'engagement.

1.4.2.2 *Le mandataire*

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4.3 Sous-traitants

Le titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage. Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe du marché public.

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir au RPA une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

1.4.4 Inspection du travail compétente

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées (I.T.A.) est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail à l'intérieur des enceintes militaires :

Inspection du travail dans les armées
Contrôle général des armées
60 Boulevard du Général Martial Valin
CS21623 – PC066
75509 Paris Cedex 15

1.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection et de conditions de travail de ses salariés.

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT).

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six (6) mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 12.2.5 du présent CCP.

1.6 Protection de l'environnement

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 7 du CCAG-PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

1.7 Forme des notifications et informations

1.7.1 Communication au titulaire

Les ordres de services (OS) et les décisions seront notifiés par le maître d'ouvrage ou son représentant par voie électronique. L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut réception.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un réceptionné sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Toutefois, le maître d'ouvrage s'autorise le droit de notifier au titulaire des décisions ou informations par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques en cas d'urgence.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz ou son représentant.

1.7.2 Communication du titulaire

Toute communication relative au maître d'ouvrage ou son représentant devra être réalisée :

- Soit par lettre recommandée avec accusé de réception
- Soit directement à un représentant dûment qualifié contre réceptionné.

Cependant le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire la transmission des documents par voie électronique en supplément de la remise physique spécifiée ci-dessus, sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
 - Modèle de CPR – Contrôle primaire
 - Dossier de plans
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- La DPGF
- Les lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur pour le contrôle technique ;

- Le code de la santé publique ;
 - Le code du travail ;
 - Les avenants et les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché.
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d’établissement des prix, tel que ce mois est défini à l’article 9.5. ci-après.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX PARTIES TECHNIQUES

3.1 Localisation des bâtiments et périmètre des recherches et prestations

Les prestations se dérouleront à l’adresse suivante :
Caserne JOFFRE – Quartier BRUN - rue Max Vuillemin - 25000 Besançon

Le présent marché s’inscrit dans un projet global d’infrastructure du secteur de Besançon sur deux secteurs :

Caserne JOFFRE :

- Démolition et reconstruction en lieu et place des bâtiments 0072, 0074 et 0075.
- Parking et circulation attenante
- Extension du bâtiment 0188
- Variante : réhabilitation et parking pour le bat 0116

Quartier BRUN :

- Démolition et reconstruction en lieu et place des bâtiments 0132, 0133 et 0134.
- Parking et circulation attenante (au niveau AME 0106)

libellé abrégé de l'organisme ou base de défense	libellé immeuble	code immeuble	adresse complète de l'immeuble	composant	libellé composant	année construction
Base de Défense de Besançon	Caserne JOFFRE	250056056Q	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0072	Abri huiles usagées	1960
Base de Défense de Besançon	Caserne JOFFRE	250056056Q	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0074	Station de graissage	1880
Base de Défense de Besançon	Caserne JOFFRE	250056056Q	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0075	Garages-Atelier	1880
Base de Défense de Besançon	Caserne JOFFRE	250056056Q	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0188	Atelier – Bâtiment entretien	2010
Base de Défense de Besançon	Caserne JOFFRE	250056056Q	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0116	Bâtiment de bureaux	1960
Base de Défense de Besançon	Quartier BRUN	250056020G	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0132	Mécanique générale - bureau	1880
Base de Défense de Besançon	Quartier BRUN	250056020G	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0133	Atelier réparation	1880
Base de Défense de Besançon	Quartier BRUN	250056020G	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	0134	Atelier réparation	1880
Base de Défense de Besançon	Quartier BRUN	250056020G	Rue MAX VUILLEMIN – 25000 Besançon	AME 0106	Cuve réservoir de stockage hydrocarbures	/

3.2 Descriptif des lieux - ouvrages nécessitant des études géotechniques

Données G2D			Destination			Travaux
Code immeuble	Composant	Type	Actuelle	Passée	Surface (SHOD) en m²	Descriptif
250056056Q	0072	RDC	Inutilisé	Abri huiles usagées	21	Bâtiments voués à être démolis Pour créations de bâtiments ateliers et magasin multi technique y compris voirie et stationnement
250056056Q	0074	RDC	Inutilisé	Station de graissage et Entretien	248	
250056056Q	0075	RDC	Utilisé	Garages et atelier	7653	
250056056Q	0188	RDC (atelier) R+1 (Bureaux)	Utilisé	Atelier entretien	1 869	Extension pour création d'une aire extérieure de regroupement des déchets couverte
250056056Q	0116	Bâtiment Bureaux	Utilisé	Bureaux	902	VARIANTE : Adaptation du bâtiment pour les besoins SEMBA + création de parking
250056020G	0132	R+1	Utilisé	Mécanique générale - bureau	2259	Bâtiment voué à une démolition
250056020G	0133	RDC	Utilisé	Atelier réparation	1231	Bâtiment voué à une démolition
250056020G	0134	RDC	Utilisé	Atelier réparation	1325	Bâtiment voué à une démolition
250056056Q 250056020G		/	Voiries et réseaux divers situés sur la zone du projet		/	Zones concernées par le projet

3.3 Visite préalable

L'entrepreneur devra avoir pris connaissance avant d'établir son offre :

- des lieux sur lesquels seront réalisées les prestations définies au marché,
- des informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission.

Il ne pourra pas, en effet, invoquer, après notification du marché, la méconnaissance de telle ou telle caractéristique des lieux. Une visite des lieux est rendue obligatoire avant la remise de son offre.

3.4 Plan de prévention

Un plan de prévention sera obligatoirement établi et validé par le chargé de prévention de l'organisme visité après inspection préalable.

ARTICLE 4 – PARTIE TECHNIQUE 1 :

ETUDE GEOTECHNIQUE - MISSION G1 SUIVANT LA NORME NFP 94-500

4.1 Objet de la mission

La prestation consiste à la réalisation d'une étude géotechnique de type G1 au sens de la NFP 94-500, nécessaire pour initier l'opération et la conception de l'ouvrage jusqu'au stade avant-projet sommaire

Ses conclusions permettront à l'équipe de conception de :

- Définir une première ébauche graphique et dimensionnelle du bâtiment
- Permettre l'implantation de l'ouvrage sur la parcelle

Cette étude comprendra 2 phases successives :

- Etude de site (ES)
- Principes généraux de construction (PGC)

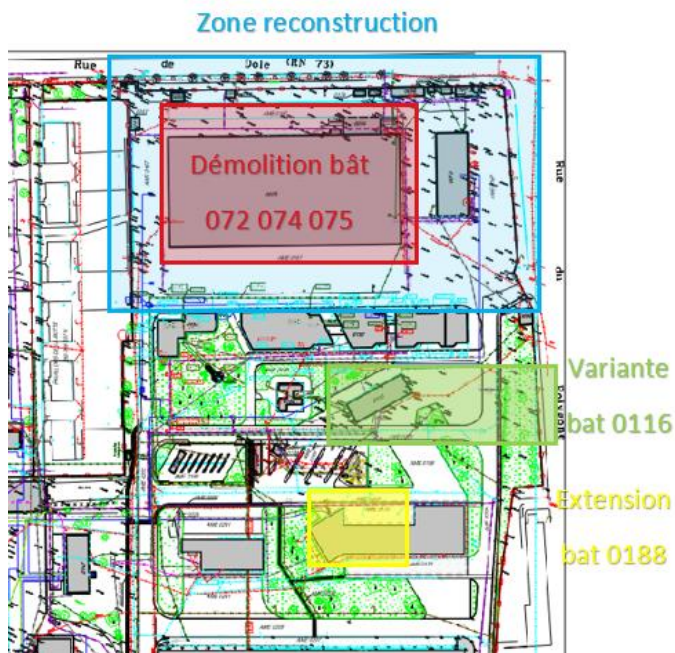
A l'issue de la mission géotechnique, le terrain sera remis à son état initial

Cette étude concerne les zones suivantes :

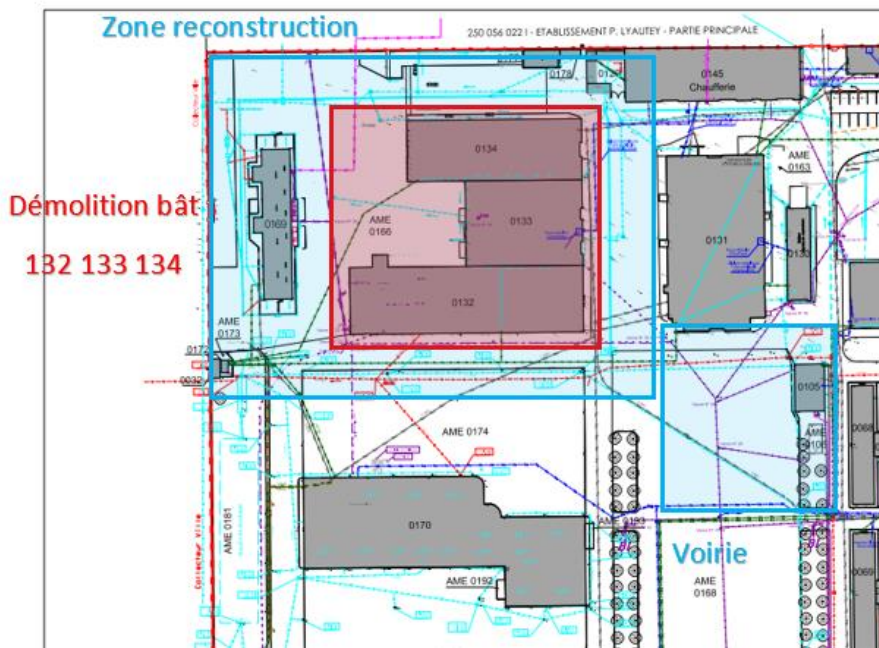
Caserne Joffre : zone de reconstruction, variante bât 0116 et extension bât 0188

Quartier Brun : Zone de reconstruction et zone voirie

Caserne JOFFRE



Quartier BRUN



4.2 Phase 1 : Etude de site (ES)

Conformément à la NFP 94-500, cette phase ES réalisée en amont des études, doit permettre de décrire un modèle géologique préliminaire et les spécificités géotechniques du site ainsi que d'établir une première identification des risques géotechniques majeurs :

- En prenant en compte le contexte géologique général du site, l'historique fourni par le maître d'ouvrage des aménagements réalisés sur le site et aux alentours ;
- En énonçant certaines recommandations en vue d'y implanter ou ouvrage non encore défini, notamment les zones d'implantation préférentielles et les zones à éviter, la sensibilité des sols aux terrassements, les risques d'instabilité de versants et les risques naturels.

Cette phase comporte une enquête documentaire visant à établir les connaissances géologiques et géotechniques disponibles sur le site, ainsi que visite du site et des alentours.

Après interprétation et évaluation des connaissances disponibles, si les premiers résultats sont insuffisants pour caractériser le modèle géologique préalable du site, cette mission comporte :

- La définition d'investigations géotechniques ;
- Leur suivi et l'interprétation de leurs résultats ;

Afin de permettre :

- De préciser/compléter le modèle géologique préalable ;
- De réduire, autant que possible, les incertitudes et risques géotechniques à ce stade d'une étude préalable.

La prestation comprend :

- Tous les déplacements liés à la mission
- La rédaction et la fourniture des rapports finaux d'analyse sur format dématérialisé
- Les réunions de travail nécessaire à la réalisation de la mission ainsi que la présentation du rapport si nécessaire.
- Tous les tests et essais in-situ ou en laboratoire nécessaires à la réalisation du rapport final

A l'issue de cette phase, le titulaire élaborera et fournira au maître d'ouvrage le rapport d'étude géotechnique préliminaire de site.

4.3 Phase 2 : Principes généraux de construction (PGC)

Conformément à la NFP 94-500, l'objectif de cette phase PGC est de donner des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'étude l'ouvrage ainsi que certains principes généraux de construction envisageables. Cette phase s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

Cette mission comporte :

- La définition si besoin d'un programme d'investigations géotechniques spécifiques, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats ;
- Un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade de l'étude (première approche de la zone d'influence géotechnique, horizons porteurs...) ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

La prestation comprend :

- Tous les déplacements liés à la mission
- La rédaction et la fourniture des rapports finaux d'analyse sur format dématérialisé
- Les réunions de travail nécessaires à la réalisation de la mission ainsi que la présentation du rapport si nécessaire.
- Tous les tests et essais in-situ ou en laboratoire nécessaires à la réalisation du rapport final Sur la base de la phase ES.

A l'issue de cette phase, le titulaire élaborera et fournira au maitre d'ouvrage le rapport d'étude des principes généraux de construction

ARTICLE 5 – PARTIE TECHNIQUE 2 :

ETUDE GEOTECHNIQUE – ESSAIS D'INFILTRATION

Cette mission a pour objectif de fournir les données nécessaires à la faisabilité des ouvrages, notamment d'infiltration, à leur conception et dimensionnement, et à la définition de prescriptions pour leur réalisation et leur exploitation.

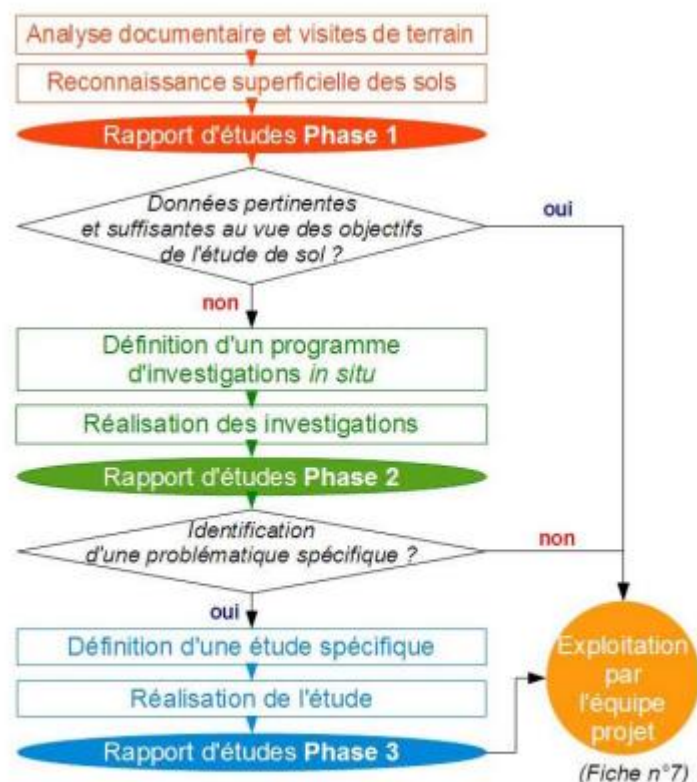
Cette phase doit notamment identifier, au travers de l'étude G1-ES :

- Les formations en présence
- Leur caractère plus ou moins perméable
- La présence éventuelle et la position de la nappe superficielle
- La définition d'un programme de reconnaissances pour la phase d'étude géotechnique suivante

Dans un deuxième temps, des premières recommandations pour le projet d'infiltration des eaux pluviales doivent être émises, au travers de l'étude G1-PGC

Ces tests devront être effectués au niveau de l'emprise foncière des zones de reconstruction indiquées à l'article 4.1 du présent CCP. Compte tenu de la non disponibilité de réserve foncière disponible sur le site pour la création de bassins dans les espaces verts, il faudra orienter les études sur la réalisation d'ouvrage enterrés sous voirie.

Les études réalisées pour cette mission suivront le schéma suivant :



Logique du déroulement des études de sol préalables à la réalisation d'ouvrages de stockage des eaux pluviales.

Les prestations demandées au titulaire comprennent toutes les investigations rendues nécessaires à l'obtention des arrêtés d'autorisation pour les installations concernées par le présent marché, notamment vis-à-vis de la réglementation ICPE

A l'issue de cette phase, le titulaire élaborera et fournira au maître d'ouvrage le rapport d'étude des essais d'infiltration

ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Obligation du maître d'ouvrage

Pour permettre au titulaire de mener à bien sa mission, le maître d'ouvrage :

- met à la disposition du titulaire pour consultation, tous les documents en sa possession et dont la connaissance est utile pour l'exécution de son marché
- fournit, dans la mesure où ils existent, les plans permettant d'établir une cartographie des zones à étudier,
- met la société en rapport avec toutes les personnes concernées par les repérages in situ et les informe de leurs obligations :
 - o intervenants internes et externes (représentant CHST/prévention, gardiens, exploitants...) ;
 - o occupants ;
- désigne un représentant s'il ne peut être présent lui-même lors des repérages, ayant une bonne connaissance du site, de manière à accompagner chaque opérateur, et faciliter le déroulement de la mission ;
- à donner librement accès aux chantiers et aux autres lieux d'intervention et, d'une façon générale, à fournir toute facilité au titulaire pour l'exercice de sa mission.

6.2 Obligation du titulaire

La société titulaire du marché est soumise à une obligation de moyen. Elle met donc en œuvre et apportera tous les moyens notamment humains, organisationnels et techniques, nécessaires à la bonne exécution de la mission qui lui est confiée.

Les matériels de chantier seront conformes aux réglementations en vigueur notamment à l'arrêté du 18 avril 2002, pris en application de la directive européenne 2000/14/CE.

Les déclarations d'intention de commencer les travaux sont à la charge du titulaire du présent marché et sont systématiquement réalisés

Le titulaire du présent marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires à une remise en état des terrains en vue de les restituer à leur usage initial : les revêtements de surface seront reconstitués à l'initial, les abords soigneusement nettoyés.

Le titulaire du présent marché aura à sa charge l'alimentation en énergie et en fluide de ses engins de sondage.

6.3 Obligation du titulaire en matière d'indépendance :

Les personnes et organisme effectuant les sondages doivent répondre aux critères d'indépendance, d'assurance, d'impartialité et de certification des compétences fixées par la réglementation (notamment article L271-6 du code de la construction et de l'habitation).

A cet égard, la société de repérage et de diagnostic **atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance avec une entreprise** susceptible d'organiser les travaux suivants :

- Terrassement
- VRD
- Gros Œuvre

6.4 Présentation du dispositif e-Attestations

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.
e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les

URSSAF, la DGFIP...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

6.5 Documents à produire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou à son représentant, **tous les six (6) mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents suivants afférents aux articles L 8222-1 et D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- Une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales prévue à l'article L 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de six (6) mois,
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit d'une liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L5221-2 du code du travail, précisant pour chacun, sa date d'embauche, sa nationalité, ainsi que le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Un justificatif d'immatriculation dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

6.6 Présentation des documents

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les études lui seront présentées.

Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.

Les documents devront :

- Être transmis, en 2 exemplaires, sous format papier (A4 et A3) reliées par un système durable (spirale ou classeur) et comporter un sommaire et une synthèse des informations ;
- Être transmis sous format informatique (clé USB) lisible (logiciels courants) en 1 exemplaire. L'arborescence de la version informatique devra être clairement identifiable. Les documents seront présentés dans un format modifiable type tableur ou traitement de texte.
- Les présentations graphiques, les plans et les schémas seront réalisés en DAO avec un format informatique compatible avec le logiciel Microstation version 8 et antérieures.

6.7 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage sont notifiées par ordre de service, transmis par courrier ou remis contre récépissé ou par voie électronique.

Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le titulaire d'émettre des réserves

- Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire ;

- Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de (15) quinze jours calendaires. Le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service (article 3.8.2 du CCAG-PI).

La non-présentation de réserves dans un délai de 15 jours entraîne un accord tacite de la part du titulaire.

6.8 Modifications

6.8.1 Modification en cours d'exécution

Lorsque les dispositions contractuelles et notamment les prestations demandées au titulaire modifient celles figurant au présent marché, elles font l'objet d'un avenant qui prend en compte ces modifications et adapte en conséquence la rémunération de l'assistant au maître d'ouvrage.

6.8.2 Clause de réexamen

En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir, il sera fait application de l'article 25 du CCAG-PI.

ARTICLE 7 - DELAIS – PENALITES

Pour chaque partie technique, le point de départ du délai d'exécution des prestations court à compter de la date fixée par ordre de service du pôle de conduite d'opérations de Besançon qui prescrira de les commencer.

Le délai de chaque partie technique figure dans l'acte d'engagement.

7.1 Computation des délais

Les modalités de computation des délais sont fixées par l'article 3.2 du CCAG-PI.

Le décompte d'un délai fixé en semaines est effectué suivant le même principe qu'un délai en mois (de quantième en quantième).

Eléments de mission	Sous-partie de l'élément de mission	Délai	Début de la mission (par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI)	Fin de la mission
1 ^{ère} partie technique : Etude G1	Etude de site	3 semaines	par ordre de service qui transmettra l'avis du donneur d'ordres ou prescrira le début d'exécution de la présente sous-partie technique	A la réception du rapport PGC
2 ^{ème} partie technique : Test d'infiltration	Tests d'infiltration	3 semaines	par ordre de service qui transmettra l'avis du donneur d'ordres ou prescrira le début d'exécution de la présente sous-partie technique	A la réception du rapport des études sur la perméabilité des sols et des solutions à apporter

Les délais des parties et 2 peuvent se chevaucher ; la coordination des cheminements sera assurée par le titulaire du marché.

Délai de validation par le donneur d'ordres :

Entre chaque partie technique, le maître d’ouvrage procédera à l’avis et/ou à la validation de l’élément de mission correspondant. Le délai de validation, non contractuel, sera d’environ 3 semaines.
Passé ce délai, le silence du maître d’ouvrage vaudra acceptation par l’Administration, des prestations dues au titre de la partie technique concernée.
Le maître d’ouvrage se réserve le droit de faire modifier autant que nécessaire les documents fournis dans le cadre des prestations réalisées pour chaque partie technique. Ces demandes de modifications seront justifiées sur la base des réglementations en vigueur

7.2 Prolongation du délai d’exécution

Une prolongation du délai d’exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l’article 13.3 du CCAG-PI.

7.3 Pénalités

Les pénalités ne sont pas révisables. Les pénalités se cumulent.

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l’avis et la date limite prévue. Les jours de retard qui seront pris en compte pour le calcul des pénalités seront les jours ouvrables.

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG-PI, l’application des pénalités du retard s’effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d’ouvrage.

Par dérogation à l’article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré d’office de pénalités, et ce quel que soit le montant.

7.3.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents d’étude ou des avis

Par dérogation à l’article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard sur chacun des délais fixés à l’article 5.2 ci-dessus, le titulaire subira la pénalité forfaitaire journalière ci-après :

Document ou avis à fournir		Montant pénalité HT/jour ouvrable
Art. 4.2	Rapport d’étude géotechnique préliminaire de site	70 €
Art. 4.3	Rapport d’étude des principes généraux de construction	200 €
Art. 5	Rapport d’étude des tests d’infiltration et ouvrages préconisés	200 €

7.3.2 Pénalités pour non-respect de la protection des données personnelles

Par dérogation à l’article 14.2 du CCAG-PI, en cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitant(s) à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le titulaire s’expose à l’application de pénalités, à hauteur de 200 € HT par infraction relevée.

7.3.3 Pénalités pour absence aux réunions

Sur simple constatation de la maîtrise d’ouvrage, en cas d’absence à une réunion ou à une convocation, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par infraction.

ARTICLE 8 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS – RÉGLEMENT DES COMPTES

8.1 Contenu des prix – Mode d'évaluation des prestations

Les prix du marché sont hors TVA.

Ils sont réputés comprendre :

- de la complexité de l'opération ;
- des déplacements pour se rendre sur le chantier et dans les bureaux du maître d'ouvrage, ainsi que des frais de secrétariat ;
- la période de recouvrement lors des changements éventuels de contrôleurs techniques, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- les réunions demandées par le conducteur d'opérations et celles prévus au présent CCP ;
- le temps passé pour l'accueil des entreprises et la participation aux réunions de chantier ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- de l'obligation faite aux intervenants extérieurs de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel la mission est exécutée ;
- la période de recouvrement lors des changements éventuels de contrôleurs, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix forfaitaire précisé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

8.2 Règlement des prestations

Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué dans les conditions suivantes :

- a) **Paiement unique** après achèvement de chacune des parties techniques définies à l'acte d'engagement par un paiement partiel définitif.
- b) **Paiements partiels**, si la durée de la partie technique est supérieure à **3 mois**. Les prestations d'une partie technique pourront être réglées avant leur achèvement sous forme paiements partiels proportionnellement au montant des prestations effectuées afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs ne soit pas supérieur à trois mois.
- c) **Paiement pour solde**. Le paiement pour solde ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la mission et de l'admission de celle-ci par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 13 du présent CCP.

8.2.1 Demande de paiement

La demande de paiement est faite sous forme de présentation **d'une facture** établie par le titulaire dans laquelle il tient compte de l'effet de la variation prévue à l'article 9.5 du CCP. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord du conducteur d'opération, sert de base au calcul du montant du paiement correspondant.

8.2.2 Suivi du service fait

Afin que le conducteur d'opération puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché lui envoie par courrier électronique **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article 9.4. du présent CCP.

L'adresse électronique à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution du marché.

8.2.3 Paie ment

À partir de la demande de paiement déposée par le titulaire sur le portail Chorus, le maître d'ouvrage établit le montant à verser au titulaire. Il tient compte de l'effet de la variation prévue ainsi que des pénalités et réfections applicables.

Le maître de l'ouvrage peut rejeter la demande de paiement. Dans ce cas, le rejet de la facture est notifié au titulaire qui doit, après modification, présenter une nouvelle demande de paiement.

8.2.4 Paie ment partiel définitif

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7 du CCAG-PI, chaque partie technique décrite donnera lieu à paiement partiel définitif.

Après admission et approbation par le maître d'ouvrage des prestations d'une des parties techniques, le titulaire dépose sur le portail Chorus sa demande de paiement. Cette demande de paiement comporte notamment un récapitulatif des paiements partiels versés et, éventuellement, le montant du solde restant dû.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire. Le montant du paiement partiel définitif validé par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la partie technique considérée, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des paiements partiels (acomptes) payés pour cette partie technique.

8.3 Solde

8.3.1 Demande de paiement final

Après constatation de l'achèvement totale de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement final correspondant à l'ensemble des prestations fournies.

Le maître de l'ouvrage peut rectifier la demande de paiement final. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.

8.3.2 Demande général

Le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général du marché qui comprend :

- d'une part, le décompte de la dernière partie technique à régler,
- d'autre part, la récapitulation des paiements partiels définitifs déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière partie technique réalisée.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert indiqué dans le RIB joint au présent marché.

En cas de changement de compte, il sera joint à la demande de paiement le nouveau RIB ou RIP.

8.4 Modalités de facturation

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, l'SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE NORD-EST (SID NE) de Metz a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.**

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes en sus des mentions imposées dans le cahier des clauses particulières :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :

Toutes les mentions légales (cf. article 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :

- La date de facture,
- Le numéro d'identification unique de la facture,
- La raison sociale et adresse,
- Le SIRET ou à défaut SIREN,
- Les montants HT et TTC,
- Le taux de TVA appliqué et son montant,
- Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir,
- Coordonnées bancaires.

Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :

- La **référence de l'engagement juridique (n° d'EJ)** de la commande,
- Le **code du Service Exécutant (code SE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE NORD-EST (SID NE) METZ) : D10711I057_15**

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

- Par téléphone au 04 77 78 39 57 - Hotline disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (sauf jours fériés) ;
- ou pour une aide en ligne : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

8.5 Modalités d'actualisation

Les prix sont fermes, actualisables selon les modalités indiquées.

8.5.1 Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « **mois zéro (m0)** ».

8.5.2 Actualisation du prix du marché de prestations intellectuelles

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index ingénierie sous réserve que le mois du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

8.5.3 Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre révision avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra lors du premier règlement suivant la parution de l'index correspondant

8.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de TVA en vigueur.

8.7 Délai global de paiement

Le paiement des acomptes et du solde interviendra dans un délai maximum de **30 jours**.

À compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de **trente (30) jours**.

En cas de suspension du délai global de paiement, si le délai de paiement restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à 30 jours, un nouveau délai de paiement de 30 jours est ouvert.

8.8 Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

8.9 Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, l'exemplaire unique destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

8.10 Clauses de financement et de sûreté

8.10.1 Retenue de garantie

Sans objet.

8.10.2 Avance

OPTION A au sens du CCAG-PI : Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions stipulées aux articles L.2192-2 et R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du marché.

Il est égal au produit de ces 30 % par 12 / N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de 30 jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement s'effectue en une seule fois si cela est réalisable, par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 65 % du montant du marché.

Les modalités de calcul et de remboursement de cette avance sont fixées à l'article R.2193-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le titulaire (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du présent marché devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, conformément à l'article 9.1 du CCAG-PI.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie **chaque année**, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

ARTICLE 10 - CONNAISSANCES ANTERIEURES - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG-PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG-PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

10.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG-PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35.1 du CCAG-PI.

10.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG-PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au prix du marché défini à l'acte d'engagement.

10.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux.

Le maître d'ouvrage respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il informe avant toute intervention sur son œuvre.

10.2.3 Utilisation des connaissances antérieures.

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;

- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d’ouvrage en application des dispositions de l’article R.2122-3-3° du code de la commande publique.

ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET RESILIATION

11.1 Règlement amiable des différends

11.1.1 Différend entre les parties

Tout différend entre le titulaire et le maître d’ouvrage doit faire l’objet, de la part du titulaire, d’un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, pour chaque chef de réclamation, le montant des sommes réclamées et leurs justifications.

Ce mémoire doit être communiquée au maître d’ouvrage dans un délai de **deux mois**, à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le maître d’ouvrage dispose d’un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L’absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

11.1.2 Saisine du comité consultatif de règlement amiable

À défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l’exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l’article R.2197-16 du code de la commande publique).

11.2 Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

11.2.1 Non renouvellement ou perte de l’agrément du contrôleur technique

En cas de non renouvellement ou de perte de l’agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

11.2.2 Résiliation sur décision du maître d’ouvrage

Si le maître d’ouvrage décide la cessation définitive de la mission du titulaire sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l’article 36 du CCAG-PI et la fraction des prestations déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l’indemnisation prévue à l’article 41.2.2.4 du CCAG-PI fixée à 5 % de la partie résiliée du marché s’applique.

11.2.3 Résiliation sur demande du titulaire

Conformément à l’article 38.1 du CCAG-PI, si le titulaire rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d’ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

11.2.4 Résiliation aux torts du titulaire

Si le présent marché est résilié dans l’un des cas prévus aux articles 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d’ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

11.2.5 Résiliation du marché pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de régulariser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours**, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai prévu, le pouvoir adjudicateur en informe l'instance de contrôle et peut rompre le contrat sans indemnités aux frais et risques du titulaire du marché, conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

11.2.6 Arrêt de l'exécution des prestations après chaque partie technique

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI 2021, la décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue des parties techniques entraine la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

11.3 Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel le marché est exécuté.

ARTICLE 12 – ADMISSION DES PRESTATIONS

Chaque partie technique fera l'objet d'une admission par le maître d'ouvrage. L'admission des prestations relative à chaque partie technique ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

La décision d'admission avec ou sans refaction, d'ajourner ou de rejeter les documents sera notifiée au titulaire dans le délai de **deux (2) mois** à compter de leur réception par les services du maître d'ouvrage.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée dans le délai défini ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29.1 du CCAG-PI.

En cas d'ajournement et **par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-PI**, le délai donné au titulaire pour mettre au point ses prestations sera fixé par le maître d'ouvrage dans sa décision.

Toute demande de paiement reçue avant achèvement de la totalité des prestations sera renvoyée à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun.

ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
1.2 et 8.1	13.1.1. et 22
2	4.1
6.6	28.4.2
7.3	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
7.3.1	14.1
7.3.2	14.2

12	29.2
----	------

A Besançon, le